

**FORMAT DE COLLECTE DES DONNEES DE DIAGNOSTIC**  
**Ministère de l'Économie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale**

**1. Par rapport au questionnaire**

| Axes  | Rubrique & Questions  | Éléments de réponses (transcrits intégralement)   |
|---|---|---|
| <b>État de développement du système national de S&amp;E des politiques publiques</b>      | <b>QE1.</b> Existe-t-il une Instance nationale de coordination du S&E des politiques publiques ? A quel niveau est-elle instituée (Présidence de la République – Parlement – Primature – Ministère de l'Économie, Plan et Finances) ? | Oui, au niveau de la Direction Générale de Coordination de politique publique (Direction du Suivi et Évaluation des Politiques et Stratégie de Développement) du Ministère de l'Économie et de la Planification du Développement                                    |
|   | <b>QE2.</b> Comment la planification, la budgétisation et le suivi-évaluation des politiques publiques sont-ils intégrés ?  | La planification, la budgétisation et le suivi et évaluation s'effectue au niveau des départements sectoriels et sont intégrées. Le cadrage budgétaire s'effectue avec le Ministère des finances et du budget est inclusif à tous les départements concernés (PND). |
|   | <b>QE3.</b> Existe-t-il des revues sectorielles périodiques ? Sous quel délai   | Oui. Il y a des revues Annuelles, à mi-parcours tous les deux ans et finale en fin de cycle.  |
|   | <b>QE4.</b> Les données et résultats du S&E des politiques publiques sont-elles systématiquement publiées ?   | Non.  |
|   | <b>QE5.</b> La démarche de S&E des politiques publiques est-elle ouverte aux parties prenantes (Comités pluralistes, consultations préalables...) ?   | Oui, pour la cas du Plan National de Développement  |
| <b>Niveau d'institutionnalisation du S&amp;E dans l'ensemble des politiques publiques</b> | <b>Cadre juridique et organisationnel du S&amp;E des politiques publiques</b>   |   |
|   | <b>QE6.</b> Existe-t-il dans les textes juridiques (législatifs, réglementaires) des dispositions relatives au S&E des politiques publiques ? Existence de clauses d'évaluation fixées dans la Loi.                                   | Oui le cadre institutionnel existe, par contre il n'y a pas de cadre réglementaire ni législatifs.  |
|   | <b>QE7.</b> Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein de l'exécutif (unités d'évaluation dans chaque ministère) ?  | Oui. Il existe des directions de la Planification et du S&E, des projets et programmes créés dans certains Ministères.  |
|   | <b>QE8.</b> Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein du Parlement ?   | Oui, il y'a un comité d'évaluation de politique publique récemment créé mais qui n'est pas encore opérationnel. Il y'a également un député désigné Point focal du Suivi des ODD   |
|   | <b>QE9.</b> Existe-t-il de la pratique d'évaluation au sein de la Cour des comptes ? A l'Inspection Générale de l'État ?  | Non, sauf quelques évaluations sur les finances   |
|   | <b>QE10.</b> Existe-t-il au niveau national, un dispositif inter-organisationnel cohérent de S&E des politiques publiques ?   | Non, sauf pour le PND ou Il y a le groupe de suivi et évaluation qui est constitué des points focaux des départements ministériels  |
|   | <b>Cadre opérationnel</b>   |   |
|   | <b>QE11.</b> Quelle est la part du budget public investi dans l'évaluation des politiques publiques ?   |   |

| Axes  | Rubrique & Questions  | Éléments de réponses (transcrits intégralement)   |
|---|---|---|
|   |   | Pas de budget dédié au niveau de la Direction de Suivi et évaluation des Politiques publiques qui a la charge de mener cette activité. Elle ne fonctionne que grâce à quelques appuis des partenaires.  |
|   | <b>QE12.</b> Existe-t-il une programmation annuelle ou pluriannuelle des évaluations des politiques publiques ?   | Oui, pour le cas du suivi des ODD et du PND   |
|   | <b>QE13.</b> Quel est le Nombre d'appel d'offres publics / an pour les missions d'évaluation des politiques publiques ?   | Aucun appel d'offre lancé par le Ministère  |
|   | <b>QE14.</b> Quel est le Volume d'évaluations ou de méta-évaluations réalisées par an ?   | Nous pourrions dire 2 par an et se réalise avec l'appui financiers des partenaires<br>- 1 pour les ODD<br>- 1 pour le PND   |
|   | <b>QE15.</b> Quel est le Niveau d'éclatement administratif où se pratique l'évaluation des politiques publiques ?   | Au niveau central il y a les différents ministères sectoriels avec leurs directions techniques, divisions et services et au niveau déconcentrés dans les provinces des délégations représentant les ministères qui sont organisés dans des plateformes (comité) autour de l'autorité administrative (Gouverneurs, les Préfets et sous préfet...). |
| Dispositifs et cadres au niveau national de production des données et résultats de S&E des politiques publiques | <b>Production et diffusion des données et résultats du S&amp;E</b>  |   |
|   | <b>QE16.</b> Existe-t-il des structures qui produisent des données et résultats de S&E des politiques publiques ?   | Non   |
|   | <b>QE17.</b> Quel est le Volume et l'évolution de la production d'évaluation des politiques publiques au cours des cinq dernières années ?  | Les évaluations se font de manière isolé ce qui fait que le volume est pas maîtrisé.  |
|   | <b>QE18.</b> Existe-t-il des collectes de données évaluatives dans des domaines spécifiques [Santé, Education, Emploi, Agriculture...]? Sont-elles disponibles pour le grand public, les médias, les décideurs, les professionnels ( <i>chercheurs...</i> ) ? | Oui, il y'a l'INSEED qui collecte les données à travers les enquêtes périodiques tel que le MICS, ECOSIT...et la production des annuaires statistiques  |
|   | <b>QE19.</b> Existe-t-il des plateformes d'accumulation et de vulgarisation des résultats des évaluations d'impact de politiques publiques ?  | Non   |
| Rôle du Parlement dans le S&E des politiques publiques  | <b>Cadre et mécanismes opérationnels Parlementaires</b>   |   |
|   | <b>QE21.</b> Existe-t-il des structures au sein du Parlement dédiées à développer la fonction de S&E des politiques publiques ?   | Aucune information sauf nous remarquons la désignation d'un député pour le suivi des ODD  |
|   | <b>QE22.</b> Quel est le niveau de demandes régulières d'évaluations des politiques publiques par le Parlement ? Quel est le rôle joué par les Commissions parlementaires à cet effet ?   | Aucune information sur la question.   |
|   | <b>QE23.</b> Comment les résultats du S&E des politiques publiques sont-ils utilisés au Parlement ?   | Par l'absence d'une instance de coordination nous n'avions aucune information.  |

| Axes   | Rubrique & Questions  | Éléments de réponses (transcrits intégralement)   |
|--|---|---|
|  | <p><b>QE24.</b>Dans quelle mesure le parlement s'appuie-t-il sur les données des parties prenantes (par exemple, les ONG, les groupes de réflexion, les partenaires du développement) pour orienter la planification, la politique et la prise de décision gouvernementales ?</p> | <p>Le parlement n'a jamais fait recours à cela une seule fois</p>   |
| <p><b>Principaux acteurs dans le S&amp;E des politiques publiques</b></p>  | <p><b>Attributions et rôles</b></p>   |   |
|  | <p><b>QE25.</b>Existe-t-il une cartographie des principaux acteurs du S&amp;E des politiques publiques du pays ?</p>  | <p>Non</p>  |
|  | <p><b>QE26.</b> Le périmètre d'exercice des instances publiques qui revendiquent l'action évaluative des politiques publiques, est-il bien déterminé ? Les rôles et responsabilités bien définis ?</p>  | <p>Non, les acteurs sont là mais les rôles et les responsabilités ne sont pas définis.</p>  |
|  | <p><b>QE27.</b> Quel est le niveau de liens fonctionnels (institutionnels et organisationnels) et des échanges entre acteurs et structures impliqués dans le S&amp;E des politiques publiques ?</p>   | <p>Il existe un lien fonctionnel et organisationnel selon les missions. création de cadre et implication des acteurs concernés (cas du PND)</p>   |
|  | <p><b>QE28.</b> Quel est le niveau de dépendance de ces acteurs principaux du S&amp;E à l'égard des aléas politiques ?</p>  | <p>Les acteurs publics dépendent fortement des aléas politiques sauf ceux de la société civile.</p>   |
| <p><b>Utilisation des résultats issus du S&amp;E dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques</b></p>          | <p><b>Utilisation et influence</b></p>  |   |
|  | <p><b>QE29.</b>Dans quelle mesure le S&amp;E contribuent-ils à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions ?</p>  | <p>Amélioration de la gouvernance du secteur, bonne planification et mise en œuvre des actions. Suivi et évaluation et réédition des comptes.</p> |
|  | <p><b>QE30.</b> Existe-t-il des dispositifs légaux, réglementaires, administratifs ou mécanismes institutionnels et organisationnels qui rendent effective l'utilisation des données et résultats du S&amp;E des politiques publiques ?</p>                                       | <p>Oui, il y'a le Ministère de l'Économie, de la Planification du Développement et de la Coopération internationale</p>                           |
|  | <p><b>QE31.</b> Existe-t-il une réflexion sur l'utilisation des résultats du S&amp;E dans la décision publique ou les pratiques ?</p>   | <p>Il y'a des volontés politiques qui sont exprimés souvent mais qui ne sont pas suivi encore avec des actions concrètes</p>                      |
|  | <p><b>QE32.</b> Existe-t-il des formes d'incitations ou de contraintes à l'utilisation des données et résultats du S&amp;E (par les décideurs, les fonctionnaires, les professionnels) ?</p>  | <p>Accès limité par manque d'investissement et de ressources.</p>   |
| <p><b>Engagement des Organisations de la société civile et les bailleurs de fonds dans le S&amp;E des politiques publiques</b></p> | <p><b>Organisations de la Société Civile (OSC)</b></p>  |   |
|  | <p><b>QE33.</b> Quel est le degré de participation des OSCs dans les processus nationaux de S&amp;E des politiques publiques ?</p>  |   |
|  | <p><b>QE34.</b> Quels sont les mécanismes permettant aux OSCs de partager les résultats du S&amp;E et d'engager le Gouvernement sur les questions de performance des politiques/programmes publics (i.e. Forums, des ateliers, des audiences publiques, etc.) ?</p>               |   |
|  | <p><b>Bailleurs de fonds</b></p>  |   |
|  | <p><b>QE35.</b> Dans quelle mesure les partenaires au développement sont-ils impliqués dans la démarche nationale de S&amp;E des politiques publiques ?</p>   |   |
|  | <p><b>QE36.</b> Quel est le niveau du processus interactif entre le GVT et ses partenaires au développement dans la démarche évaluative des politiques publiques ?</p>  |   |

| Axes  | Rubrique & Questions  | Éléments de réponses (transcrits intégralement)  |
|---|---|--|
| État de professionnalisation du S&E des politiques publiques  | <b>Degré d'ouverture du milieu administratif aux professionnels en S&amp;E</b>  |  |
|   | <b>QE37.</b> Existe-t-il des actions de sensibilisation et des formations (initiale et continue) au S&E des politiques publiques pour les cadres de l'administration et les décideurs publics ?         | Oui à travers les formations dans le cadre des programmes de coopération (notamment en Gestion axée sur les résultats) |
|   | <b>QE38.</b> Existe-t-il d'organisations professionnelles d'évaluation et/ou la « communauté des évaluateurs » ?  | Oui, il y(a le Réseau Tchadien de Suivi et Évaluation.   |
|   | <b>Partenariats entre l'Administration et les professionnels en S&amp;E</b>   |  |
|   | <b>QE39.</b> Existe-t-il des formes de partenariats entre l'administration et la recherche en S&E des politiques publiques (conventions, conseils scientifiques, chaires, financement de structures.) ? | Non  |
| <b>QE40.</b> Quelles institutions dispensent des formations spécifiques sur le S&E dans le secteur public ? (par exemple, établissements d'enseignement supérieur - universités ; cabinets de conseil). Existe-t-il des cours spécifiques de suivi et d'évaluation proposés par les universités, les cabinets de conseil, etc. ? Existe-t-il des cours spécialement conçus pour le S&E dans le secteur public | Non sauf des petites formations qui sont réalisées à la demande   |  |

## 2. Par rapport à la grille d'entretien

### Questions clés à poser aux parties prenantes, classées par question de diagnostic

Cette partie contient des questions types que les membres de l'équipe de diagnostic pourraient poser pour recueillir les informations dont ils ont besoin pour fournir des preuves à l'appui des réponses aux différentes questions de la matrice de diagnostic. Ces questions pourraient être complétées par des questions spécifiques au thème à l'étude selon l'appréciation de l'assistant de recherche.

#### Questions générales :

1. Le pays dispose-t-il de cadre légal et réglementaire spécifique qui régit la pratique de l'évaluation des politiques publiques ?

**Non**

2. Pouvez-vous décrire brièvement, d'où émane le besoin de mener des études et des missions d'évaluation dans le pays, tant sur le plan institutionnel, légal ou réglementaire, que du point de vue des acteurs directement concernés ?

**Dans toutes les institutions étatiques et de la Société Civile  
Dans la planification et la mise en œuvre des politiques sectorielles**

3. Les documents de politique générale ou nationale qui existent dans le pays font presque tous référence au suivi et à l'évaluation des politiques et/ou programmes publics, quels sont les mécanismes de reddition de compte en place ? En quoi cela est-il différent des dispositifs et processus de suivi pour renseigner les indicateurs de mise en œuvre, et d'activités, ou des mécanismes de contrôle tels que l'audit ou l'inspection ?

**Pour les mécanismes de reddition de compte en place, il n'y a que la cours de compte qui s'occupe que de la partie financière mais qui manque cruellement d'outils et de méthode.**

4. Quelles sont les évaluations intéressantes qui ont eu lieu dans le pays ? Est-ce le fait de (i) la politique nationale d'évaluation, (ii) la coopération internationale, (iii) la société civile ou (iv) instituts de recherche et Universités ?

**Les évaluations sont faites à La demande de nos partenaires d'appui notamment la coopération internationale.**

- **Par exemple l'évaluation pour le suivi des ODD**
- **L'évaluation du PND**
- **L'État de lieu de l'évaluation au Tchad**

5. Jusqu'à quel niveau les agences nationales de statistiques sont-elles impliquées dans l'évaluations des politiques publiques ?

**Dans les enquêtes auprès des ménages, des exploitations agricoles, de l'éducation, du**

**commerce, des consommateurs (MICS, ECOSIT, EDS....)**

6. Les réseaux d'évaluation sont-ils considérés comme un maillon important du dispositif de SE des politiques publiques ?

**Oui**

7. Qui effectue les missions d'évaluation des politiques publiques dans le pays ? Existe-t-il d'institutions locales spécialement dédiées à l'évaluation, et qui effectuent les missions dans le pays ?

- **Cette activité relève des attributions de la Direction de Suivi des Politiques et Stratégies de Développement Ministère de l'Économie de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale. Elle a la charge d'organiser les missions d'évaluation des politiques publiques dans le pays.**
- **Non.**

8. Qu'en est-il de l'offre de formation en évaluation au niveau du pays ? Existe-t-il des écoles qui développent une formation spécialisée en évaluation ? Sur quoi portent les modules dispensés ?

**Les besoins existent et sont exprimés au niveau des structures et des institutions de l'Etat. Il n'existe pas e encore d'école pour cela**

9. Pensez-vous que l'existence d'un cadre institutionnel est-il un préalable à l'existence d'une culture d'évaluation au sens où on en parle souvent (*des pratiques établies, une bonne acceptation, une culture de la reddition et de la dissémination de l'information sur l'action publique*) ?

**Oui.**

10. Qu'est qui peut faire améliorer la pratique d'évaluation des politiques publiques au pays ?

**L'engagement de toutes les parties prenantes au Développement, ( la Présidence, la Primature, Assemblée nationale, la cour des comptes, le Ministère de la Justice, les Organisations de la Société Civile, les PTF.....)**